

Communiqué de presse du 3 avril 2018

Lors de la précédente Commission Médicale d'Établissement de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (APHP), le directeur général, M. Martin HIRSCH, a informé la communauté médicale d'un « **déficit record de l'APHP évalué à 219 millions d'euros** ». Une des propositions pour diminuer ce déficit est la réduction du personnel médical et non médical d'environ 600 postes en 2018. Six cent femmes et hommes qui travaillent chaque jour dans un objectif commun : soigner l'ensemble de la population francilienne en coordination avec les différentes structures de soin du territoire.

Ce déficit s'explique d'une part par la baisse inexorable du financement de l'État (dotation globale et tarification à l'activité - T2A) et d'autre part par l'augmentation des coûts associés au soin (médicaments, surcoût social) associées à des projections d'activité irréalistes.

Les jeunes praticiens, internes, chefs de clinique ou assistants, sont abasourdis de cette réponse financière déconnectée des réalités et d'une grande violence. Celle-ci a déjà entraîné la suppression de nombreux postes, praticiens hospitaliers contractuels ou médecins attachés. Ces postes sont pourtant indispensables pour assurer les soins ! Dans un sondage réalisé au cours des 15 derniers jours, plus de 70% des quelques 1200 répondants (internes et jeunes médecins seniors) franciliens souhaitent s'investir dès le début de leur carrière à temps plein ou partiel dans le service public dont fait partie l'APHP, marquant un engagement passionné au service de la population.

Dans ce contexte, il est absolument intolérable de faire supporter les échecs d'une gestion « administrative » à une jeune génération de soignants, à l'ensemble de la communauté médicale et non médicale et au delà à la population francilienne. **Cette logique comptable** - dont la responsabilité incombe en partie à une politique publique court-termiste - **va mener à l'effondrement du système de santé.** Les jeunes médecins s'y opposent avec énergie !

Cependant, rien ne peut être reconstruit à l'échelle locale, parisienne ou francilienne comme le démontrent les échecs de tous les plans d'économie précédents. **Les jeunes médecins en appellent, de toute urgence, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Président de la République** afin que

- i/ **les missions respectives de l'hospitalisation publique et privée soient repensées** dans un échange sur le fond entre personnel soignant, associations de patients, universités et financeurs, ce qui garantira un maillage territorial bien plus pertinent,
- ii/ **la gouvernance des hôpitaux publics soit totalement revue** afin de recentrer les projets guidant les centres hospitaliers sur le soin et non sur des indicateurs prolifiques mais dissociés de la réalité,
- iii/ **le mode de financement de l'hospitalisation publique** soit adapté à sa mission afin de sortir de la toute puissante « tarification à l'activité ». Ce financement actuel est inadapté aux patients pris en charge et aux soins dispensés. Il grève également la recherche clinique d'excellente qualité engagée par les services de soins.

Les jeunes médecins disent NON à l'effondrement du service public, NON à l'effondrement de leurs horizons professionnels et NON à la dégradation attendue de la qualité des soins et de la recherche et OUI à l'avenir !

Laissez les espérer qu'il est encore possible de SOIGNER !

Contacts presse :

SCCAHP : Dr Franck Verdonk, Président, 0677783877 | Dr Emanuel Loeb, Vice-Président, 0650936460 | sccahp@wanadoo.fr
SIHP : Alexandre Allera, Président | sihp@sihp.fr